



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-45
Séance du 27 septembre 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept septembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Caizergues, Castellon, Huber, Lenoir, Perez, Petit, Salgues, Mmes Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Berard pouvoir à M. Caizergues, M. Briane pouvoir à M. Salgues, M. Deyrat pouvoir à M. Huber, M. Oudinot pouvoir à Mme Pervent, M. Serra pouvoir à M. Perez, M. Viala pouvoir à Mme Torrandell

Absents excusés : Mme Gouard

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Romane Palau

Nombre de membres en exercice : 23

Date de convocation et affichage

Présents : 15

Absents : 2

23 septembre 2021

Procurations : 6

Votants : 21

Objet : Vote du taux d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui rappelle à l'assemblée que l'article 1383 du Code Général des Impôts prévoit une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) durant les deux ans qui suivent l'achèvement de constructions nouvelles, reconstructions et additions de constructions à usage d'habitation.

Les communes ont toutefois la possibilité de délibérer pour supprimer cette exonération sur la part de la TFPB qui leur revient. Considérant que les pertes de ressources liées à cette exonération de deux ans de TFPB ne sont plus compensées par l'Etat depuis le 01/01/1992, la commune a choisi de supprimer cette exonération par une délibération du 14/03/1995.

Cependant, l'article 16 de la loi de finances pour 2020 relative à la réforme de la taxe d'habitation a apporté des modifications à ce dispositif d'exonération temporaire. Pour permettre aux contribuables de continuer à bénéficier de l'exonération sur l'ancienne part départementale de TFPB, le législateur a fixé une exonération minimale de 40% sur l'ensemble de la nouvelle part communale de TFPB (ancienne part communale + ancienne part départementale). Ainsi les communes qui, comme Lavérune, ont délibéré pour supprimer cette exonération de TFPB pour leur part communale, doivent délibérer à nouveau pour fixer un taux d'exonération sur la nouvelle part communale.

Considérant que la commune ne percevra pas de compensation financière pour l'exonération de TFPB sur l'équivalent de son ancienne part communale, il propose à l'assemblée de porter le taux d'exonération à 40% de la base imposable.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire et après discussion, décide d'adopter ce taux d'exonération à l'unanimité.

Lavérune le 27 septembre 2021

Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.2.1